

S-375

MELCHERS DISTILLERIES -

Barthierville.

1946-47



S.375

MINISTÈRE DU TRAVAIL
HÔTEL DU GOUVERNEMENT
QUÉBEC

Québec, ce 12 mars 1947.

Monsieur Yvateur Lavallée, secrétaire-trésorier,
L'Union canadienne des employés de Distilleries,
BORTHIERVILLE,
P.Q.

Monsieur,

Le conseiller juridique du ministère du Travail a étudié, en regard de la législation ouvrière actuelle, la convention collective intervenue le 22 novembre 1946 en vertu de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements) entre votre association et Melchers Distilleries, Limited.

Je vous fais parvenir, pour votre renseignement, copie du rapport qui a été soumis à la suite de cette analyse.

Veillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Sous-ministre



MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, ce 12 mars 1947.

M E M O destiné à: Me Philippe Rousseau, conseiller juridique,
286, rue St-Joseph
Québec.

Sujet: Convention collective entre "Melchers Distilleries,
Limited, " et l'Union canadienne des employés de distille-
ries.

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 10 mars 1947 et je note vos observations concernant la convention ci-haut mentionnée et déposée à nos archives le 21 janvier 1947 sous le numéro 375 ; le ministère transmet une copie de votre rapport à l'association ouvrière partie à cette convention.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

286, rue ST-JOSEPH

QUÉBEC

CORRESPONDANCE
ENTRE SERVICES

Québec, ce 10 mars, 1947.

LETTRE REÇUE

MAR 12 1947

BUREAU
SOUS-MINISTRE
DU TRAVAIL

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,
Ministère du travail,
Hôtel du gouvernement,
Q u é b e c .

Sujet: Convention collective intervenue entre "Melchers
Distilleries, Limited" et l'Union canadienne des
employés de distilleries.

Monsieur le sous-ministre,

Nous avons étudié ce contrat en date du 22 novembre, 1946, déposé à votre ministère sous le no 375, le 21 janvier, 1947, et à la Commission des relations ouvrières en vertu de l'article 19-A, chap. 162-A, S.R.Q., 1941 et amendements.

Nous vous soumettons les observations suivantes:

1. Notons immédiatement que l'union n'a pas été reconnue par la Commission des relations ouvrières comme agent négociateur des employés de la compagnie de sorte que :
 - a) elle n'a aucun mandat pouvant lier par son contrat les employés qui ne sont pas membre de l'union.
 - b) elle se trouve dans une position désavantageuse pouvant être supplantée du soir au lendemain par un agent dûment reconnu par la Commission des relations ouvrières.

L'union a donc tout intérêt à se faire certifier agent négociateur des employés de la Compagnie par la Commission des relations ouvrières de Québec et subsequmment les parties pour éviter tout danger de conflits contractuels seraient bien avisées d'amender le paragraphe "a" de la section 1 de la manière suivante :

" The employer does hereby recognize that the Union has been duly
" certificated by the Quebec Labour relations Commission as the sole
" labour organization representing the employees of the employer and
" that it has all the rights inherent to such certification."

2. La section 13, telle que libellée, donne à la convention une durée d'au delà de 12 mois contrairement aux exigences de l'article 15 de la loi des relations ouvrières chap. 162-A, S.R.Q., 1941, et amendements, ce qui comporte nullité et par voie de conséquence comporterait nullité de la convention si les parties n'avaient inclus la section 14. De plus le délai d'avis de renouvellement outrepassé celui fixé par le dit article 15, ce qui comporte nullité de cette disposition, de sorte que cet article ne peut comporter un effet de renouvellement automatique. Les parties, pour remédier aux deux vices ci-dessus

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

286, rue ST-JOSEPH

QUÉBEC

- 2 -

CORRESPONDANCE
ENTRE SERVICES

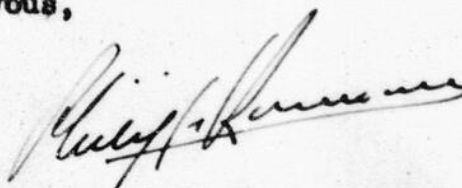
mentionnés seraient bien avisés d'amender de la manière suivante:-

" This agreement shall be in force and effect until the 1st
" of November, 1947, and shall thereafter renew itself from
" year to year unless one of the parties gives to the other a written
" notice within a delay of not more than sixty days and less than
" thirty days before its expiration of its intention to terminate
" or amend it."

3. Il est regrettable que les parties n'aient pas jugé opportun d'annexer à leur contrat les résolutions l'approuvant et autorisant leurs officiers respectifs à la signer.

Vu ces remarques, nous suggérons que les parties soient invitées à amender leur contrat.

Bien à vous,



Philippe Rousseau, c.r.
Conseiller

FR/MC

Québec, ce 10 mars, 1947.

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,
Ministère du travail,
Hôtel du gouvernement,
Q u é b e c .

Sujet: Convention collective intervenus entre "Melchers
Distilleries, Limited" et l'Union canadienne des
employés de distilleries.

Monsieur le sous-ministre,

Nous avons étudié ce contrat en date du 22 novembre, 1946, déposé à votre ministère sous le no 375, le 21 janvier, 1947, et à la Commission des relations ouvrières en vertu de l'article 19-A, chap. 162-A, S.R.Q., 1941 et amendements.

Nous vous soumettons les observations suivantes:

1. Notons immédiatement que l'union n'a pas été reconnue par la Commission des relations ouvrières comme agent négociateur des employés de la compagnie de sorte que :

- a) elle n'a aucun mandat pouvant lier par non contrat les employés qui ne sont pas membre de l'union.
- b) elle se trouve dans une position désavantageuse pouvant être supplantée du soir au lendemain par un agent dûment reconnu par la Commission des relations ouvrières.

L'union a donc tout intérêt à se faire certifier agent négociateur des employés de la Compagnie par la Commission des relations ouvrières de Québec et subséquemment les parties pour éviter tout danger de conflits contractuels seraient bien avisées d'amender le paragraphe "a" de la section 1 de la manière suivante :

" The employer does hereby recognize that the Union has been duly
" certificated by the Quebec Labour relations Commission as the sole
" labour organization representing the employees of the employer and
" that it has all the rights inherent to such certification."

2. La section 13, telle que libellée, donne à la convention une durée d'au delà de 12 mois contrairement aux exigences de l'article 15 de la loi des relations ouvrières chap. 162-A, S.R.Q., 1941, et amendements, ce qui comporte nullité et par voie de conséquence comporterait nullité de la convention si les parties n'avaient inclus la section 14. De plus le délai d'avis de renouvellement outrepassé celui fixé par le dit article 15, ce qui comporte nullité de cette disposition, de sorte que cet article ne peut comporter un effet de renouvellement automatique. Les parties, pour remédier aux deux vices ci-dessus

mentionnés seraient bien avisés d'amender de la manière suivante:-

" This agreement shall be in force and effect until the 1st
" of November, 1947, and shall thereafter renew itself from
" year to year unless one of the parties gives to the other a written
" notice within a delay of not more than sixty days and less than
" thirty days before its expiration of its intention to terminate
" or amend it."

3. Il est regrettable que les parties n'aient pas jugé opportun d'an-
nexer à leur contrat les résolutions l'approuvant et autorisant leurs offi-
ciers respectifs à la signer.

Vu ces remarques, nous suggérons que les parties soient invi-
tées à amender leur contrat.

Bien à vous,

Philippe Rousseau, c.r.
Conseiller k

PR/MC



46-47
S. 375

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, ce 24 février 1947.

MEMO

Me G.-M. Giroux, conseiller juridique,
286, rue St-Joseph,
Québec.

Sujet: Convention collective intervenue entre
"Melchers Distilleries, Limited" et
l'Union canadienne des Employés de dis-
tilleries.

Monsieur,

Je vous inclus une copie de cette convention conclue sous la
Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amende-
ments) et déposée au ministère du Travail le 21 janvier 1947
sous le numéro 375 : je vous prie d'en faire l'étude et de me commu-
niquer vos observations.

Le Sous-ministre



MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, ce 24 février 1947.

MEMO destiné à Commission du Salaire Minimum,
286, rue St-Joseph,
Québec.

Sujet: "Melchers Distilleries, Ltée."
et l'Union canadienne des Employés de
distilleries.

Monsieur,

Je vous inclus une copie de cette convention conclue
sous la Loi des Syndicats Professionnels, (S.R.Q., 1941, chapitre 162
et amendements), datée du 22 novembre 1946 et déposée au ministère du
Travail sous le numéro 375.

Sincèrement à vous,

Le Sous-ministre

H-15



COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

LABOUR RELATIONS BOARD OF THE PROVINCE OF QUEBEC

JUGE EUDORE BOIVIN.
PRESIDENT.

PIERRE-A. GOSSELIN.
MEMBRE.

BRUNAY BRAIS.
MEMBRE.

286. RUE ST-JOSEPH.
QUEBEC.

4 EST. RUE NOTRE-DAME
MONTREAL.

Québec le 26 février, 1947.

LETTRE REÇUE

FEV 27 1947

BUREAU
SOUS-MINISTRE
DU TRAVAIL

Monsieur Gérard Tremblay,
Sous-ministre du Travail,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

RE: Melchers Distilleries Limited,
&
L'Union Canadienne des Employés
de Distilleries.

Monsieur le sous-ministre,

J'accuse réception de votre lettre
du 24 février, 1947, accompagnée pour dépôt
de deux copies certifiées d'une convention de travail,
en date du 22 novembre 1946, intervenue entre
les parties ci-dessus mentionnées et déposée au minis-
tère du Travail, le 21 janvier, 1947
sous le numéro 375.

BUREAU DU SOUS-MINISTRE	
Préparer référence à:	
Apporter dossier	
Préparer	régistration
	arrêté ministériel
	projet de réponse
	avis de publication
Attendre réception	
En en causer	
Faire la nécessaire	
Répondre	
Classer	
Copies	

Bien à vous,

Paul F. Bernier

par R.R.

Le secrétaire,

P. E. Bernier, LL.L.
mg



MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, ce 24 février 1947.

MEMO destiné à La Commission de Relations ouvrières,
286, rue St-Joseph,
Québec.

Sujet: Convention collective entre "Melchers
Distilleries, Limited" et l'Union can-
adienne des Employés de Distilleries.

Conformément aux prescriptions du deuxième paragraphe de l'article 19-A de la Loi des Relations ouvrières (S.R.Q. chapitre 162-A et amendements), je vous inclus, pour dépôt, deux copies certifiées de cette convention datée du 22 novembre 1946 et déposée au ministère du Travail le 21 janvier 1947 sous le numéro 375 en exécution de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements).

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre



MINISTÈRE DU TRAVAIL
HÔTEL DU GOUVERNEMENT
QUÉBEC

Québec, ce 29 janvier 1947

MEMO destiné à La Commission de Relations ouvrières,
286, rue St-Joseph,
Québec.

Sujet: Convention collective entre Melchers Distilleries, Ltd.,
et l'Union canadienne des Employés de Distilleries

Je vous inclus une copie du certificat constatant le dépôt
de cette convention collective enregistrée au ministère du Travail
en exécution de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941,
chapitre 162 et amendements), le 21 janvier 1947 sous le numéro
375.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre

MC.
incl.



MINISTÈRE DU TRAVAIL
HÔTEL DU GOUVERNEMENT
QUÉBEC

Québec, ce 27 janvier 1947.

Monsieur Viateur Lavallée, secrétaire-trésorier,
L'Union canadienne des Employés de Distilleries,
Berthierville.

H-12
Cher monsieur,

Je vous inclus un certificat constatant le dépôt fait au ministère du Travail, le 21 janvier 1947 sous le numéro 375 de la convention collective conclue sous la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements) et intervenue entre "Melchers Distilleries, Limited" et l'Union canadienne des Employés de Distilleries.

Je vous fais remarquer que la partie ouvrière n'a pas été reconnue comme agent négociateur par la Commission de Relations ouvrières de Québec; ladite convention est donc assujettie à l'article 18 de la Loi des Relations ouvrières (S.R.Q., 1941, chapitre 162-A) qui se lit comme suit:

"18. Rien dans la présente loi n'empêche une association non reconnue de conclure une convention collective, mais une convention ainsi conclue est non avenue le jour où une autre association est reconnue par la Commission pour le groupe que représente cette dernière association."

Veillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Sous-ministre



MINISTÈRE DU TRAVAIL
HÔTEL DU GOUVERNEMENT
QUÉBEC

Québec, ce 27 janvier 1947.

Monsieur F. W. Roffey, secrétaire,
Melchers Distilleries, Limited,
437 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

Monsieur le secrétaire,

Je vous inclus un certificat constatant le dépôt fait au ministère du Travail, le 21 janvier 1947 sous le numéro 375 de la convention collective conclue sous la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements) et intervenue entre "Melchers Distilleries, Limited" et l'Union canadienne des Employés de Distilleries.

Je vous fais remarquer que la partie ouvrière n'a pas été reconnue comme agent négociateur par la Commission de Relations ouvrières de Québec; ladite convention est donc assujettie à l'article 18 de la Loi des Relations ouvrières (S.R.Q., 1941, chapitre 162-A) qui se lit comme suit:

"18. Rien dans la présente loi n'empêche une association non reconnue de conclure une convention collective, mais une convention ainsi conclue est non avenue le jour où une autre association est reconnue par la Commission pour le groupe que représente cette dernière association."

Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Sous-ministre

Province de Québec



Province of Quebec

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DEPARTMENT OF LABOUR

Loi des Syndicats Professionnels

(S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements)

Professional Syndicates' Act

(R.S.Q., 1941, Chapter 162 and amendments)

**CERTIFICAT DE DÉPÔT D'UNE CONVENTION COLLECTIVE
CERTIFICATE OF DEPOSIT OF A COLLECTIVE AGREEMENT**

Numéro 375
Number

Les présentes établissent que le ~~vingt-et-unième~~
It is hereby certified that on the

jour du mois de
day of the month of

Janvier

mil neuf cent quarante-sept
nineteen hundred and forty-

le ministère du Travail a reçu de F. W. Roffey, secrétaire de Melchers Distilleries,
the Department of Labour has received from Limited

la convention mentionnée ci-après, laquelle a été déposée sous le numéro
the hereinafter mentioned agreement, which has been deposited under Number

savoir:
to wit:

Une convention collective en date du 22 novembre 1946
A collective agreement under date of

intervenue entre: Melchers Distilleries, Limited et l'Union canadienne des
between: Employés de distilleries

Donné en l'Hôtel du Gouvernement, en la cité de Québec,
Given in the Government House, in the City of Quebec,

Sceau - Seal

ce
this

vingt-septième

jour du mois de
day of the month of

janvier

mil neuf cent quarante-sept.
nineteen hundred and forty-

.....
Sous-ministre

.....
Deputy Minister

375

Québec, le 14 janvier 1947.

Monsieur Adrien Bélanger, administrateur-délégué,
Conseil régional du Travail en temps de guerre,
13, rue d'Aiguillon,
Québec.

Cher monsieur Bélanger,

Je vous envoie le renouvellement d'une convention collective de travail intervenue entre la Melchers Distilleries, Limited et l'Union canadienne des Employés de distilleries, de Berthierville. Cette convention a été signée le 22 novembre 1946; elle doit donc être approuvée par le Conseil régional du Travail.

Je comprends que vous aviserez monsieur Victor Marchand, Melchers Distilleries, Limited, 437, rue St-Jacques ouest, Montréal, et monsieur Viateur Lavallée, secrétaire-trésorier de l'Union canadienne des Employés de distilleries, de Berthierville, Qué.

Bien à vous,

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay
V.

MELCHERS DISTILLERIES, LIMITED

HEAD OFFICE

BANK OF NOVA SCOTIA BUILDING

437 ST. JAMES ST WEST

P. O. BOX 364
MONTREAL

MONTREAL le 20 janvier 1947.

LETTRE REÇUE
JAN 21 1947
BUREAU
SOUS-MINISTRE
DU TRAVAIL

Monsieur Gérard Tremblay,
Ministre du Travail,
Hôtel du Parlement,
QUEBEC, Qué.

Cher Monsieur,

Tel que demandé dans votre lettre du 14 courant, nous avons fait signer par les autorités représentant les deux parties contractantes, les deux copies du contrat d'union entre notre compagnie et l'Union Canadienne des Employés de Distilleries et nous joignons ces deux copies signées à la présente.

Bien à vous,

MELCHERS DISTILLERIES, LIMITED

F. W. Roffey
F. W. Roffey
Secrétaire

BUREAU DE LA POSTE	
Préparer référence FWR/SJ Ann.	
Apporter dossier	
Préparer	régistration
	arrêts ministériels
	projet de réponse
avis de publication	
Attester réception	
Mettre en cause	
Faire les pièces jointes	
Mettre à jour	
Casser	

CONVENTIONS COLLECTIVES		
VISA DE	Date	Par
Estampille	✓	
Signatures	✓	
Incorporation	24-5-47	
Reconnaissance	2001	
Numerotage	375	
Formule	H-3	

Québec, le 14 janvier 1947.

Honorable Victor Marchand, président,
Melchers Distilleries, Limited,
Boîte postale 564,
Montréal, Qué.

Cher monsieur Marchand,

J'accuse réception de votre lettre du 13 janvier accompagnée d'une copie originale et de quatre copies non authentiques du contrat collectif de travail intervenu entre la Melchers Distilleries, Limited et l'Union canadienne des Employés de distilleries, de Berthierville.

Il n'est plus nécessaire de faire ratifier par le Conseil régional du Travail les changements dans les taux de salaires, depuis le 1er décembre 1946. Votre convention a cependant été renouvelée le 22 novembre 1946; dans les circonstances, nous prions le Conseil régional d'en faire l'approbation étant donné que certains taux de salaires paraissent avoir été modifiés.

Nous vous retournons les quatre copies non signées; vous voudrez bien cependant nous faire parvenir deux de ces copies signées par les parties, tel que la copie originale. Une de ces copies ira à la Commission de Relations ouvrières et l'autre sera déposée aux archives du ministère du Travail; quant aux deux autres vous pourrez les garder.

Vous recevrez l'acceptation de votre convention du Conseil régional du Travail dans un délai assez bref.

Veillez agréer, cher monsieur Marchand, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay
V.

MELCHERS DISTILLERIES, LIMITED

HEAD OFFICE

BANK OF NOVA SCOTIA BUILDING

437 ST. JAMES ST. WEST

P. O. BOX 364
MONTREAL

MONTREAL

13 janvier 1947

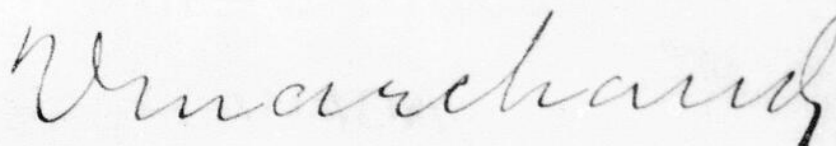
Monsieur Gérard Tremblay,
Sous-Ministre du Travail,
Hôtel du Gouvernement,
QUEBEC, que.

Cher monsieur,

Nous vous incluons avec la présente un original signé et quatre copies non-signées du contrat exécuté entre cette Compagnie et l'Union Canadienne des Employés de Distilleries, Berthierville ainsi que listes des changements opérés dans les conditions, ceci pour votre approbation.

Nous apprécierions grandement si vous vouliez bien avoir l'obligeance de faire sanctionner ce contrat par le département autorisé et nous en retourner autant de copies dont vous n'aurez pas besoin.

Bien à vous,



VM/CR

VICTOR MARCHAND, M.C.L.
Président

Pièces jointes

L'UNION CANADIENNE DES EMPLOYÉS DE DISTILLERIES

Berthierville, P.Q.

Affiliée à la Fédération Canadienne du Travail

126, rue Sparks — Ottawa, Ont.



BERTHIERVILLE, P.Q.

Décembre le 20, 1946.

List of new conditions included in the New Contract
between Melchers Distilleries and L'U.C.E.D.

Section -2-

The Employer shall be permitted to hire temporary
employees for peak periods which shall not exceed
one hundred and eighty days.

Section "A" (2)

Working Schedule.

The employer agrees to pay overtime to all hourly rated
employees, replacing to all the employees.

Stationary engineers	2nd class	from .85 to .90
Electricians	Master	.95
	Licensed	.90
	Apprentice	.65
Automotive	New Classification	
Maintenance	New Classification	
	a) Millright carpenter	.75
	b) Mechanics	.75
	c) Carpenters	.70

L'UNION CANADIENNE DES EMPLOYÉS DE DISTILLERIES

Berthierville, P.Q.

Affiliée à la Fédération Canadienne du Travail

126, rue Sparks — Ottawa, Ont.



BERTHIERVILLE, P.Q.

Continued

Painter master	.70 to .75
Painter machine operator	.70
Welder	
Welder apprentice	.65
Manufacturing division process	
a) Spirit pump man	.65
Cooperage	
a) Chief Cooper	.95
b) Classified	.70
c) Apprentice	.60
d) Halper	.50
Mechanical apprentices	
a) One year	.55
b) Two years	.60
c) Three years and over	.65

AGREEMENT ENTERED INTO by and between L'UNION CANADIENNE DES EMPLOYES DE DISTILLERIES, OF BERTHIERVILLE, P.Q., (hereinafter referred to as the "UNION",) affiliated with the Canadian Federation of Labour, (hereinafter referred to as the "Federation") and MELCHERS DISTILLERIES, Limited, whose principal office is located at MONTREAL, Que., (Hereinafter referred to as the "EMPLOYER").

WITNESSETH

WHEREAS, it is the intent and purpose of the parties hereto to promote and improve the Industrial and Economic relations between the Employer and its employees;

NOW, THEREFORE, for good and valuable consideration, by each party to the other in hand paid, at the signing of these presents, receipt of which is hereby acknowledged, and in further consideration of the mutual promises and covenants hereinafter contained, it is mutually agreed as follows;

SECTION 1 - MEMBERSHIP

(a) The Employer does hereby recognize the Union as the sole Labour organization representing the employees of the Employer and recognizes and agrees to treat and negotiate with the Union as the sole exclusive bargaining agency for and on behalf of such employees.

(b) The term "Employees" as used in this agreement shall include all persons employed by the Employer, save and except direct representatives of the management acting in a supervisory or managerial capacity.

SECTION 2 - TEMPORARY EMPLOYEES

The Employer shall be permitted to hire temporary employees for peak periods which shall not exceed one hundred and eighty days in any one contract year. It is not necessary that these temporary employees be members of the Union and they may be released by the Employer at any time without the necessity of assigning any cause therefor.

Rm
Suek

SECTION 3 - DISCHARGE

In the event any regular employee shall be discharged by the EMPLOYER, such employee shall be paid in full at the time of his discharge in accordance with the general practice and the laws of the Province of Quebec. In the event such employee believes that he or she has been unjustly discharged, the complaint shall be handled in the manner more fully set forth in Section 10 hereof, provided that such complaint shall be filed with the Employer and the Union within forty-eight hours after notice of discharge shall have been communicated to the employee. In the event that such discharge is determined to have been unwarranted, said employee shall be reinstated in good standing and without prejudice and shall receive full pay for the time lost.

SECTION 4 - UNION ACTIVITIES

It is specifically understood and agreed that there shall be no restraint, coercion, interference or discrimination by the Employer or any of its agents against any members of the Union because of membership therein or the carrying on of the Union activities. It is further understood and agreed that no Union activities, shall be engaged in on Company time without the consent of the Employer.

SECTION 5 - WAGE RATES

All of the employees coming under the scope of this agreement shall be paid and they shall be entitled to receive compensation for their services as per schedule "A" hereto annexed or as said schedule may be altered or revised by the Regional War Labour Board.

SECTION 6 - VACATION & HOLIDAYS

(a) Vacations. Subject to the laws and regulations of the Province of Quebec it is specifically understood and agreed that all employees who shall have been in the continuous employ of the Employer for a period of at least one year, as at May 1, shall be entitled to and receive a vacation of one week with pay and such pay shall be the average pay of the preceeding twelve weeks exclusive of overtime with a minimum of 48 hours straight time. All employees having been in

Rm
2004

the continuous employ of the Employer for a period of at least five years, as at May 1, shall be entitled to and receive a vacation of two weeks with pay and which shall be determined as above. Further qualification for a vacation in addition to the above shall be

- (1) In Bottling Dept. - Employees shall have worked 90% of possible time with a minimum of 1920 hours. Certified absence not exceeding fifteen (15) days through sickness shall be counted as time worked but leave or other absence shall not be counted.
- (2) Balance of employees - shall have worked 90% of possible time. Certified absence not exceeding fifteen (15) days through sickness shall be counted as time worked but leave or other absence shall not be counted.

(b) Holidays.

In addition there shall be given to all permanent employees (i.e. - over 180 days) the following holidays for which payment shall be made at straight time for a basic day; New Year's Day, Good Friday, St-Jean-Baptiste Day, Immaculate Conception, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day. This provision shall apply only to those employees of departments that usually work the day shift only. For those employees of departments that work for more than one shift per day and are obliged to work on such holidays, said employees shall be given a full day previous to or following any of such holidays on which he or she may be required to work and the pay for such holidays worked shall be at the straight time only. This shall not apply to employees who absent themselves without leave the working days immediately before and after said holidays.

Re Shift Work. - The holidays shall be considered as from 12.01 a.m. midnight to 12.00 p.m. midnight.

Rm
ZUR

SECTION 7 - LEAVES OF ABSENCE

Leaves of absence for cause (sickness to be certified) may be obtained by members of the Union for periods not to exceed fifteen (15) days from the Plant Manager at his discretion. Such leaves shall not be accumulated towards vacations or other rights, i.e. absent time shall not be added to service - service at resumption of work shall be the same as at time of cessation.

SECTION 8 - TEMPORARY JOB TRANSFER

Should any employee be assigned temporarily to a higher rated position he or she shall receive the rate for the position to which he or she may be assigned. In the event of a temporary assignment to a lower rated position the employee shall receive the regular rate of his or her pay while assigned to such work. It is clearly understood and agreed that the temporary transfer of any employee shall not reduce his or her regular wage rate. It is provided, however, that an employee may be regularly engaged to fulfill two (2) different part-time jobs at different rates, one part-time job being at a certain specific wage rate and the other part-time job being at a different specific wage rate, in which case said employee shall be paid the specific rate applicable for time worked for each job and not the highest rate for the full week's time.

SECTION 9 - MILITARY SERVICE

In the event, pursuant to the laws of Canada, any employee shall enlist, be requisitioned, conscripted or drafted into the military, naval, marine, coastguard, or other service of Canada for the purpose of training or otherwise, he shall be given leave of absence for such period of service without prejudice, anything else contained in this agreement to the contrary notwithstanding. If he applies to the Employer within thirty days from the time of his discharge from service of Canada, he shall be given the same job, if such be in existence, that he had at the time he left for service and shall be paid in accordance with the provisions of this agreement as in effect at the time of his resumption of service with the Employer.

Rm
2/27

SECTION 10 - GRIEVANCE PROCEDURE

In the event that any employee shall consider that he or she has any grievance of that any provision of this agreement has been or is being violated, an earnest effort shall be made by the Grievance Committee consisting of one elected member from each department and the President or failing him, the Secretary of the Union to adjust such grievance as quickly as possible in the following manner;

It is expressly understood and agreed that any employee having a grievance against the Employer shall have the same presented in writing to the said Committee and to the Employer within five days after the occurrence of the alleged cause for grievances, otherwise, such grievance may not be heard or be considered by the Employer or the Union. The grievance shall then be taken up with the department head and failing him, the personnel director of the plant. In the event that the last named procedure fails within two business days to produce a satisfactory settlement, the matter shall then be referred to the office of the Canadian Federation of Labour and the plant manager of the Employer. If said procedure fails within five days to produce a satisfactory settlement of the matter, it shall be immediately submitted to arbitration in the following manner;

One arbitrator shall be selected by the Employer within twenty-four hours after receipt of notice requesting arbitration and one by the Union within twenty-four hours after receipt of notice requesting arbitration and the two arbitrators thus selected shall within forty-eight hours thereafter jointly agree upon and select a third arbitrator. It is specifically agreed and understood by the parties hereto that each of the parties within twenty-four hours after receipt of due notice will notify the other of its selection of an arbitrator. The decision of such Board of Arbitration shall be rendered within thirty days and the decision of the majority of said Board shall be final and binding on all parties involved in such

Run
2/1/47

controversy or grievance and shall conclusively determine the same.

SECTION 11 - BREACH OF AGREEMENT

It is understood and agreed that in the event of a dispute between the Employer and the Union concerning a breach or an alleged breach of this Agreement, that before any strike on the part of the Union or any lock-out on the part of the Employer, such dispute shall be submitted to arbitration in the same manner as is set forth more fully in Paragraph 10 hereof. Failure on the part of the Employer to submit such dispute with the Union to arbitration within the time limitation as set forth in Paragraph 10 hereof, or to abide by the result of any such arbitration shall immediately remove the necessity for any further arbitration on the part of the Union with respect to the matter and shall permit the Union to take whatever action may be deemed necessary by the Union to protect and safeguard the best interests of the Union and its members.

SECTION 12 - WATCHMEN AND MAINTENANCE PROTECTION

It is agreed that as many watchmen and maintenance men as may be deemed necessary by the management for the proper protection and maintenance of the property shall be required to report for and remain on duty on their regularly scheduled shifts regardless of strikes, lock-outs, etc.

SECTION 13 - PERIOD OF AGREEMENT AND CHANGES IN CONTRACT

It is mutually agreed that this agreement and the provisions herein contained shall be in force and effect until November 1, 1947 and this agreement shall automatically renew itself from year to year thereafter unless written notice of change is given not less than sixty days prior to the expiration date of this agreement by either party to the other, or until a new agreement is mutually agreed to by the parties herein mentioned. In the event that negotiations continue beyond November 1, 1947, the Employer and the Union agree that this contract shall continue in full force and effect during the period of negotiations and the Union agrees that during

Rm
JWR

the continuance of negotiations there shall be no strike called and the Employer agrees that during the period of negotiations there shall be no lock-out.

SECTION 14 - CONSISTENCY WITH LAW

If any provision of this Agreement is inconsistent with any Federal or Provincial Law or regulation applicable within those premises then such law or regulation shall supercede any such provision.

SECTION 15 -

This agreement shall enure to the benefit of and shall be binding upon the heirs, executors, administrators, successors, and assigns of the parties hereto.

"SCHEDULE "A"

WORKING SCHEDULE

1. The Employer agrees to pay overtime to all hourly-rated employees at the rate of time and one half for work performed beyond forty-eight hours in any one week.
2. The Employer further agrees that no employees shall be laid-off during his regular working schedule to equalize any overtime the employee has worked during the same work week or pay period.
3. The Employer agrees to pay overtime to all hourly-rated employees that are employed in departments that usually work the day shift only at the rate of time and one half for emergency work performed on Sundays or Holidays as herein provided.
4. It is understood and agreed that those employees on shift work, if the regularly scheduled shift falls on a Sunday or Holiday, shall be compensated at straight time subject to the overtime provisions in Provision 1, Schedule "A". However, the Company agrees that any employee whose regular shift falls on a Sunday or Holiday referred to above will be compensated by being given a day off prior to or following the holiday as will be convenient to the Employer
5. Any employee required to work on any day, or who is called in for emergency work after completing his regular work day shall receive at least two hours pay for this day, or for this

*Rm
2009*

emergency work, if working less than that amount of time.

IN WITNESS WHEREOF, WE have hereunto set our hands and seals
this twenty-second day of November 1946.

EMPLOYER;

R. Marchand MELCHERS DISTILLERIES , LIMITED
 SIGNED..(Signed)..R..Marchand... Director
F. Roffey SIGNED..(Signed)..F..Roffey..... Secretary
H. J. Senk SIGNED..(Signed)..H. J..Senk..... Plant Manager

UNION;

L'UNION CANADIENNE DES EMPLOYES DE DISTILLERIES

Wilfrid Lavallée SIGNED...(Signed)..Wilfrid..Lavallée President
Gérard Doucet SIGNED...(Signed)..Gérard..Doucet Vide-Président
Viateur Lavallée SIGNED...(Signed)..Viateur..Lavallée Secretary-Treasurer
Azellus Courchesne SIGNED...(Signed)..Azellus..Courchesne Director
Hebert SIGNED...(Signed)..P..Hebert Business Manager
Rene Beaulac (Signed) Rene Beaulac Director

*Rm
21/11*

SCHEDULE "A"

<u>CLASSIFICATION</u>	<u>RATE</u>
<u>Manufacturing Division</u>	
<u>STATIONARY ENGINEERS</u>	
2nd Class	.90
3rd Class	.77
4th Class	.65
Apprentice	.55
<u>FIREMENT</u>	
Helpers	.60
<u>ELECTRICIANS</u>	
Master Electrician	.95
Licensed Electrician	.90
Apprentice Electrician	.65
<u>AUTOMOTIVE</u>	
Tractor - mechanic	.90
Operators	.60
<u>MAINTENANCE</u>	
Steamfitter - master	.85
Steamfitter	.70
Steamfitter apprentice	.55
Millwright carpenter	.75
Millwright s	.70
Millwright apprentice	.55
Mechanics	.75
Machinists	.70
Machinists apprentice	.55
Carpenters	.70
Painters - master	.75
Painters - machine operator	.70
Painters	.60
Labour - experienced	.55
Welder	-
Welder - apprentice	.65

Rm
7/2/47

<u>CLASSIFICATION</u>	<u>RATE</u>
<u>Manufacturing Division</u>	
<u>PROCESS</u>	
Stillmen - Guil.	.65
" Rect	.60
" Pots	.60
Mashmen	.60
Cookermen	.60
Millmen	.60
Dryermen	.60
Lactimen	.60
Yeast skimmers	.60
Assistant-Foremen	.62
Spirit Pump men	.65
Granary - chief	.60
Granary - Workers	.55
<u>WAREHOUSEMEN</u>	
Chief Inspector	.70
Leakfinders	.55
<u>COOPERAGE</u>	
Chief Cooper	.95
Classified Coopers	.70
Cooper - apprentice	.60
" - helpers	.50
GATEMEN	.50
WATCHMEN	.50
PATROLMEN	.50
JANITORS	.50
GENERAL LABOUR	.50
<u>MECHANICAL APPRENTICES</u>	
1st year	.55
2nd year	.60
3rd year and over	.65

Rm
sup

